La Commune

Un conflit révélateur

Gaz russe et Ukraine

Depuis plusieurs mois, le conflit sur les livraisons de gaz russe à destination de l'Ukraine s'était envenimé. Le 1er janvier 2006, Poutine décide de ne plus livrer l'ex-République Soviétique qui payait jusqu'alors le " prix d'ami " de 50 dollars les mille mètres cube alors que le prix de marché était de 230 dollars. Le gouvernement ukrainien réclamait un paiement échelonné avec une transition avant d'atteindre le prix de 230 dollars. Poutine n'a rien voulu savoir. Les baisses de l'approvisionnement ont été perçues chez tous les clients, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Autriche, Allemagne et France. Analyse.

l'Ukraine a été accusée par son fournisseur de détourner une partie du gaz destiné aux autres États. Quatre jours après, un accord est trouvé : le prix du transit passe de 1,09 dollar à 1,6 dollar. Prix du gaz et prix du transit sont découplés, ne sont plus liés. Quant au gaz lui-même, il ne sera que partiellement russe. Ce sera un mélange de gaz du Turkménistan, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et de gaz russe. Il vaudra 95 $ les mille mètres cube (source : *Le Monde* du 5 janvier). La société qui le commercialisera est une société mixte russo-ukrainienne, Rosoukrenergo dont les actionnaires sont des filiales du géant gazier russe Gazprom et de la banque autrichienne Raiffaisen. Cette société achètera le gaz à Gazprom 230 $ les mille mètres cube et le revendra 95 $ à l'Ukraine, après mélange avec le gaz des Républiques d'Asie Centrale citées plus haut. Il était clair que ce conflit ne pouvait pas durer indéfiniment, au coeur de l'hiver de surcroît, alors qu'une large proportion de la population approvisionnée se chauffe au gaz.

Une " révolution orange " mal digérée

l'intérêt de cet épisode est double : sur le plan politique d'une part, sur le plan de l'organisation économique de la Russie d'autre part. Chacun sait que le Kremlin a mal digéré la révolution dite orange d'Ukraine en décembre 2004. Il ne s'agit pas d'une démarche innocente. La Russie est un peu plus cernée par des États dont les gouvernements sont largement sponsorisés par l'impérialisme américain, ce qui n'enlève rien au caractère révolutionnaire du mouvement des masses ukrainiennes. En revanche, l'attitude du gouvernement de Poutine est à double effet : à destination des électeurs russes par l'intermédiaire de média entièrement aux mains du pouvoir, il s'agit de montrer les dents d'un nationalisme vindicatif laissant croire que la Russie ne " se laissera pas marcher sur les pieds ". Mais cette attitude vise aussi les multinationales. En effet, l'économie russe est de plus en plus largement ouverte aux capitaux occidentaux. Pour sauvegarder le pouvoir de sa clique, Poutine a installé ses hommes à la tête des plus grandes sociétés contrôlant les sources d'énergie, Gazprom, Rosneft (pétrole et gaz), Sibneft (rachetée par Gazprom), Naftogaz. Gazprom est un énorme morceau : il extrait 550 milliards de mètres cube de gaz par an et en exporte près de 150 milliards vers le reste de l'Europe et des Républiques ex-soviétiques. Il détient 20 % des réserves mondiales de gaz. l'État russe contrôle aussi Rosneft, qui a repris l'essentiel des actifs de Ioukos, groupe pétrolier de l'ancien magnat emprisonné Khodorkovski.

La curée sur les ressources naturelles

l'attitude de Poutine dans ce domaine ne fait que prolonger celle de Gorbatchev jadis. Ce qui était timide il y a quinze ans, la capitalisation boursière des grandes sociétés russes, devient la pratique généralisée. l'État russe n'est pas l'URSS, et il n'est pas capable de réunir l'argent nécessaire pour les investissements massifs qu'il envisage pour renforcer le poids de Gazprom. Il est légalement devenu possible d'ouvrir le capital du groupe aux investisseurs privés non résidants en Russie jusqu'à concurrence de 49 % de capital. Autrement dit, les anciennes nationalisations de l'époque soviétique ressemblent maintenant à celles qui furent pratiquées (et qui sont en voie de destruction) dans les pays de l'Europe de l'Ouest en 1945.

C'est le dernier verrou avant la curée générale sur les ressources énergétiques qui, de 1917 à ce jour, appartenaient en théorie au peuple. De la même manière que la bureaucratie stalinienne, se cramponnant des décennies durant à son poste, se devait, pour le conserver, de maintenir les rapports de production sur des normes socialistes, Poutine et sa clique veulent rester majoritaires pour conserver le pouvoir à la tête de l'État. Une tâche bien ardue dans un pays où la classe ouvrière est loin d'avoir dit son dernier mot ...

Modifié le mardi 17 janvier 2006

Voir aussi dans la catégorie Russie

Pauvreté et répression

Selon les calculs de la Banque mondiale, à la fin de l'année 2009, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvre atteignait 17,7% de l'ensemble de la populationde la Fédération de... »

« Notre choix, c'est la grève ! »

Voilà ce qui était inscrit sur des pancartes brandies par les travailleurs de l'usine Ford de Vsevolojsk, près de Saint-Pétersbour en grève depuis le 20 novembre, une grève qui a duré 4... »

Un conflit révélateur

Depuis plusieurs mois, le conflit sur les livraisons de gaz russe à destination de l'Ukraine s'était envenimé. Le 1er janvier 200 Poutine décide de ne plus livrer l'ex-République Soviétique... »

Rendez ses avantages au peuple !

Depuis le 1er janvier 2005, les retraités, les héros du travail, héros de la Russie, vétérans, invalides et certaines professions d'État ne bénéficient plus de la gratuité des transports en... »

Des élections sur mesure

Depuis plusieurs mois, la Russie est devenue le théâtre des magouilles les plus grossières en matière de mise en scène électorale. On a vu à l'automne de quelle manière le parti créé de... »